

pheno Imensal



D' ZEITUNG VU MENSA LËTZEBUERG

N°
2
07



Sommaire

Sommaire / Activités	• 2 F
Activité : « Keelenowend »	• 3 F
« J'ai travaillé à Tchernobyl »	• 4 F
Mensalagic 11	• 13 F
Informatique et dictatures	• 15 F
L'obsession sexuelle (ou le cerveau à tiroirs)	• 22 F
Mensa Pinboard	• 27 D F E
Mensa International	• 28 E
Contact Mensa Lëtzebuerg	• 38 F

Les prochaines activités prévues

(changements possibles !) :

- samedi **21 avril** :
Première session de tests QI, *Cents*
- jeudi **26 avril** :
Assemblée Générale, *Cents*
- jeudi **31 mai** : *en attente*
- jeudi **28 juin** : *en attente*
- jeudi **26 juillet** :
Barbecue au Hunnebur.
- jeudi **30 août** :
Schueberfouer.
- samedi **7 octobre** :
Deuxième session de tests QI.

Impressum

Phenomental 02/2007
d'Zeitung vu Mensa Lëtzebuerg
Redacteurs : Brent Frère, Juri Chomé
Mise en page : Guy Martin

Internet:
www.mensa.lu
info@mensa.lu

Mensa Luxembourg
167 route de Trèves
L-2630 Luxembourg / Cents
BCEE LU19 0019 1300 3966 5000



www.mensa.lu
Mensa Luxembourg

Activités

« Keelenowend »

jeudi 29 mars au CK Sportcenter
à Kockelscheuer



Rubrique « qu'est-ce que j'ai encore raté lors de la dernière réunion Mensa ? ». Ce mois-ci:

« J'ai travaillé à Tchernobyl »

par M. Philippe Hillion, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, expert en sécurité auprès du G8.

Jeudi 22 février, dans le cadre des réunions

mensuelles Mensa Luxembourg, nous nous sommes retrouvés exceptionnellement dans une superbe salle, celle de l'Ariston à Esch-sur-Alzette.

Nous y avons profité de la très récente rénovation de ce cinéma (le plus important de la ville) ainsi que des toutes nouvelles installations multimédia: projecteur digital, système de sonorisation adapté à une conférence, tout nouvel écran extra-large, ... le tout conçu pour répondre aux besoins professionnels les plus exigeants et proposé par Caramba aux sociétés pour l'organisation d'événements.



M. Hillion nous a fait partager son expérience d'expert en nucléaire, tout particulièrement concernant sa mission sur le site de Tchernobyl, à la fin des années 90. Son exposé, fort riche en photos inédites et extraordinaires, a été suivi par une longue période de questions-réponses marqué par une importante participation du public, dont certains avaient visiblement préparé le su-



jet.

Tout d'abord, replaçons le décors, plus particulièrement le scénario de l'accident, tel qu'on peut le connaître aujourd'hui. Le 26 avril 1986, le réacteur numéro quatre de la centrale de Tchernobyl (Ukraine, faisant alors partie de l'URSS) était promis à un arrêt programmé pour maintenance. Profitant de cette manoeuvre, il était également prévu d'effectuer un test de sécurité qui consistait à vérifier que les systèmes de refroidissement étaient capables de fonctionner à l'aide exclusive



de l'énergie résiduelle du réacteur, même lorsque celui-ci ne produisait plus qu'un quart de sa puissance nominale. L'arrêt programmé de la centrale a bien débuté comme prévu, les circuits d'alimentation de secours étant coupés afin de mener à bien le test. Pendant la baisse de production, alors que le réacteur produisait moins de 10% d'énergie, les autorités s'inquiétant peut-être des raisons de la baisse de puissance constatée dans le réseau électrique ont alors donné l'ordre aux ingénieurs de la centrale de relancer la production d'énergie sans délai.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'un réacteur nucléaire, lorsqu'il s'arrête, produit des éléments appelés « poisons » de la réaction en chaîne, ce qui a pour conséquence qu'une relance de la réaction n'est pas envisageable en toute sécurité avant plusieurs jours, temps nécessaire à la disparition naturelle de ces « poisons ». Mais ici s'opposait la logique de la physique nucléaire et les ordres émanant de l'autorité politique... Et il n'y avait pas place pour la discussion sous le régime soviétique. C'est pour

quoi les techniciens ukrainiens se sont exécutés, drapés dans leurs certitudes d'experts en nucléaire: l'Ukraine était à cette époque exportatrice nette d'électricité au bénéfice des autres états de l'URSS, et reconnue comme centre d'excellence en matières nucléaires. Malheureusement, les techniciens en question étaient mal formés aux spécificités du type de réacteur utilisé (RBMK), et le responsable de la centrale n'avait d'expérience que sur des unités de production traditionnelles (non nucléaires). C'est donc en suivant les ordres venant de Kiev que les techniciens ont tenté de

relancer la réaction, se heurtant pour ce faire non seulement à la physique (le réacteur ne pouvait pas repartir), mais aussi aux systèmes de sécurité, qui bloquaient ces tentatives inadéquates. Il a fallu débrancher successivement tous les systèmes de sécurité, puis retirer les barres de contrôle du coeur (jusqu'à enlever à un moment donné la dernière barre de contrôle alors que les consignes écrites indiquent qu'il doit y avoir au moins 26 barres dans le coeur !) et même arrêter les pompes du circuit primaire pour, après des heures d'efforts, parvenir à réamorcer la réaction. Malheureusement, comme il était prévisible dans le cas d'un réacteur « empoisonné », et du fait de l'absence de barres de contrôle, la réaction n'était plus limitée, et a mené à une « excursion » de puissance de l'ordre de mille fois la valeur nominale (4 GW), pendant quelques secondes, provoquant l'explosion physique du réacteur.

Il faut savoir en plus que ces réacteurs « RBMK » ont, par rapport aux réacteurs occidentaux de type « PWR », deux caractéristiques particulières:

1) La plongée des barres de contrôle (qui doivent arrêter la réaction) nécessite un effort mécanique, et prend un temps non négligeable (de l'ordre de trente secondes). Dans le cas des réacteurs « PWR », la seule gravité fait tomber les barres en moins de trois secondes...

2) Les barres, au moment où elles entrent dans le coeur du réacteur de type « RBMK », provoquent tout d'abord une augmentation de la réaction nucléaire avant d'avoir l'effet attendu (modération de la réaction), ce qui rend le contrôle du réacteur encore plus hasardeux et naturellement instable.

Si ces types de réacteurs avaient de tels défauts, pourquoi les Soviétiques recourraient-ils à cette technologie ? La réponse est malheureusement simple: les réacteurs de type RBMK produisent du plutonium, très demandé par les militaires pour la fabrication de bombes.

Tchernobyl a-t-elle explosé ?

Au sens nucléaire, non. Il n'y a pas eu à proprement parler d'explosion nucléaire, juste une très forte explosion physique. Ainsi, la pression et la température dans le réacteur a augmenté d'une telle manière que l'eau s'est dissociée en hydro-



Dérisoire et épouvantable: les liquidateurs récoltent des morceaux de combustible dans de simples seaux.

gène et oxygène, s'échappant par les conduites jusque dans la salle des turbines, en y provoquant des incendies. De plus, le bâtiment (qui n'est en fait qu'un hangar sans enceinte de confinement, contrairement à nos centrales) a été en grande partie soufflé par l'explosion mécanique. Le couvercle du réacteur, un morceau de béton pesant 1000 tonnes, a été expulsé dans les airs et est re-

tombé exactement à la verticale, fendant le coeur en deux. Des morceaux de combustible nucléaire ont été éjectés un peu partout aux alentours, ainsi que les structures internes du coeur, dont du graphite, et ont atterri en grande quantité sur le toit du réacteur numéro trois, juste à côté. A cette température, le mélange de graphite et d'uranium a pris feu, ce qui a provoqué un incendie qui a mis plusieurs jours à être éteint. Cet incendie a provoqué l'émission dans l'atmosphère d'un nuage de particules radioactives (nuage de Tchernobyl) dont les traces sont mesurables dans les



Liquidateur déblayant le toit du réacteur n°3 des éléments du coeur éjectés lors de l'explosion.

deux hémisphères, provoquant la contamination de vastes zones, encore interdites aujourd'hui, et dont certaines sont condamnées pour des milliers d'années.

L'extinction de l'incendie a été particulièrement longue du fait qu'il était impossible de s'appro-

cher du sinistre pour discerner les zones en feu. C'est ainsi que les militaires ont largué de grandes quantités de bore, de plomb et de sable sur la centrale éventrée à partir d'hélicoptères situés à plusieurs centaines de mètres d'altitude, visant les zones éclairées par l'incendie, mais ratant de ce fait le centre réel de la réaction.

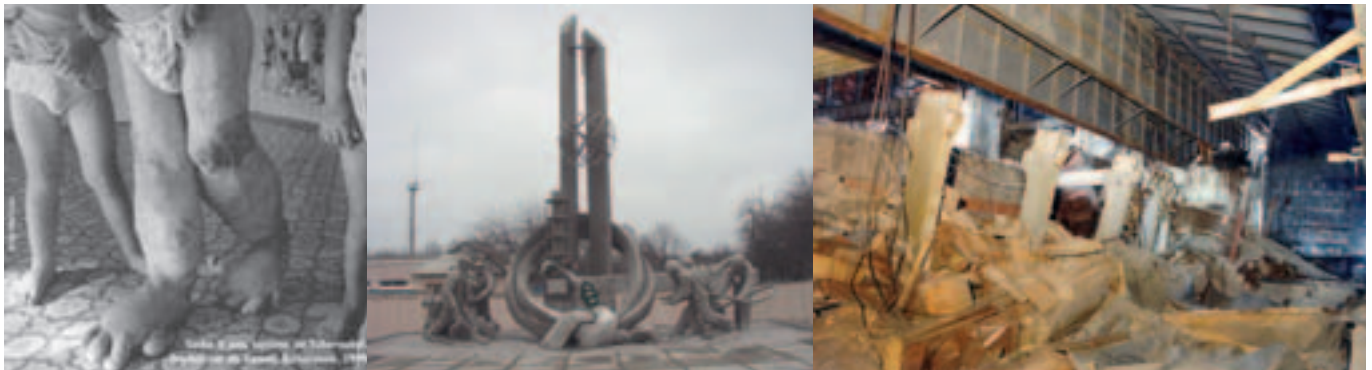
En ce qui concerne la contamination nucléaire provoquée par le nuage radio-actif sur le Luxembourg, vu le trajet du nuage dans les premiers jours, on constate qu'elle est comparable à celle subie par la Corse, zone parmi les plus atteintes sur le territoire français. M. Hillion y passait un mois de vacances à cette époque. Il a donc (malgré lui) servi d'échantillon-test, puisque travaillant dans le milieu nucléaire, il était régulièrement contrôlé, comme ses collègues, au niveau de la contamination par des radio-éléments. Les résultats des premiers examens qui ont suivi le passage du nuage montre que M. Hillion n'a pas vu son activité nucléaire augmenter plus que ses collègues restés à Paris. On peut donc considérer que l'effet du nuage sur la santé de la population est restée marginale dans nos régions, en gardant à l'esprit que M. Hillion, du fait de ses connaissances dans le domaine, s'est abstenu de consommer des produits laitiers et des champignons dès qu'il a été averti de l'accident...

Par contre, dans des régions plus atteintes, l'effet sur les populations n'est pas négligeable: avortement spontanés, monstres, maladies rares sont légions en Ukraine et en Biélorussie (pays le plus touché par le nuage), tout en restant du même ordre que les effets dévastateurs de l'alcool, très présent dans ces contrées.

La guerre de Tchernobyl.

Les autorités soviétiques ont présenté Tchernobyl à leur population comme un ennemi à battre, à la manière d'une sorte de guerre à livrer. C'est ainsi que 600.000 « liquidateurs » plus ou moins volontaires et plus ou moins correctement informés des conséquences de leurs actes (diverses sources montrent qu'en général, les autorités soviétiques sous-estimaient d'un facteur quatre les doses de radiations annoncées aux « liquidateurs »), se sont succédés sur le site afin de « li-

Aujourd'hui, le sarcophage recouvre tant bien que mal l'amas de déchets industriels resté dans l'état, recouvert de poussières fortement contaminantes. L'injection régulière d'eau permet de maintenir un niveau d'humidité qui empêche ces poussières de s'envoler. Le coeur continue à chauffer, encore aujourd'hui, ce qui provoque une atmosphère très corrosive pour les poutrelles en acier (ambiance chaude et humide). Si le sarcophage s'effondre, suite à un tremblement de terre, un incendie toujours possibles ou la rouille qui ronge ses poutres d'acier, de grandes quantité de



Des maladies nouvelles, d'origine génétique, sont directement conséquentes de l'accident de Tchernobyl.

Monument à la mémoire des pompiers de Tchernobyl

Le sarcophage, avec ses 1200 m² de jour, sa structure en acier et non en béton, et qui repose sur les restes du bâtiment ébranlé.

quider » le sinistre. Qu'en est-il aujourd'hui ? Des milliers de liquidateurs sont morts ou malades, mais il n'existe pas de statistiques officielles à ce sujet. On se borne à dénombrer officiellement 31 victimes: les 31 (premiers) pompiers de Tchernobyl, qui sont morts directement dans les jours qui ont suivi l'explosion, car ils avaient combattu à l'aide de simples lances à incendie un feu qui ne voulait pas s'éteindre, et pour cause...

Malgré des salaires multipliés par cinq, on doit admirer l'abnégation (ou l'inconscience) de ces héros qui n'ont pas hésité à donner leur vie pour combattre la radioactivité.

matériaux radio-actifs seront à nouveau libérés dans le voisinage immédiat de la centrale.

La ville de Pripiat, située à trois kilomètres de la centrale, est habitée par une seule personne, une vieille dame qui n'a jamais accepté de quitter son domicile, et qui consomme les produits de son jardin, pour le moment sans effet visible sur sa santé. La ville de Tchernobyl, située plus loin, a été décontaminée et est habitée par des personnes travaillant sur le site de la centrale, pendant la durée de leurs missions. Les routes ont également été décontaminées. Il y a donc à nouveau moyen de circuler. Certaines personnes âgées ont

été autorisées à revenir habiter dans leurs maisons, même dans la zone d'exclusion.

Il n'est pas recommandé de consommer les productions locales, particulièrement en ce qui concerne les champignons et les produits laitiers.

L'avenir.

Le sarcophage actuel présente près de 1200 m² d'ouvertures et a été conçu pour tenir une trentaine d'années.

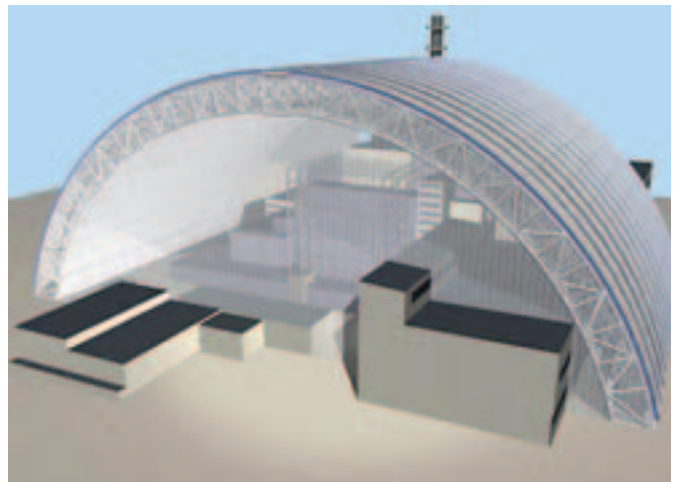


Campagne de mesure des trous du sarcophage.

Le problème Tchernobyl n'est donc pas enterré. Le niveau de radioactivité à l'intérieur de la centrale est telle qu'à certains endroits, un travailleur ne peut rester plus de cinq minutes en tout et pour tout. Il n'est donc pas envisagé de nettoyer définitivement le site.

Un projet de nouveau « shelter » est en route, qui devrait recouvrir l'ensemble. Basé sur de l'aluminium et prévu pour être poussé au-dessus du bâtiment actuel, à la manière d'un pont roulant, il devrait tenir cent à deux cent ans. Ce

n'est donc toujours pas la solution définitive, vu que certains éléments présents en masse dans la centrale ne disparaîtront pas avant une centaine de millénaires. On peut donc se demander s'il ne faudrait pas se résoudre à régler le problème une fois pour toute. Les Russes ont réfléchi à la solution de l'enterrement, mais la présence d'importantes nappes phréatiques à cet endroit rend ce projet irréalisable en pratique. Quant à aller chercher le matériau nucléaire fondu présent dans le réacteur et les sous-sols, ce n'est pas à l'ordre du jour, le niveau de radio-activité étant tellement important à ces endroits que même les



Projet de nouveau « shelter », prévu en 2010

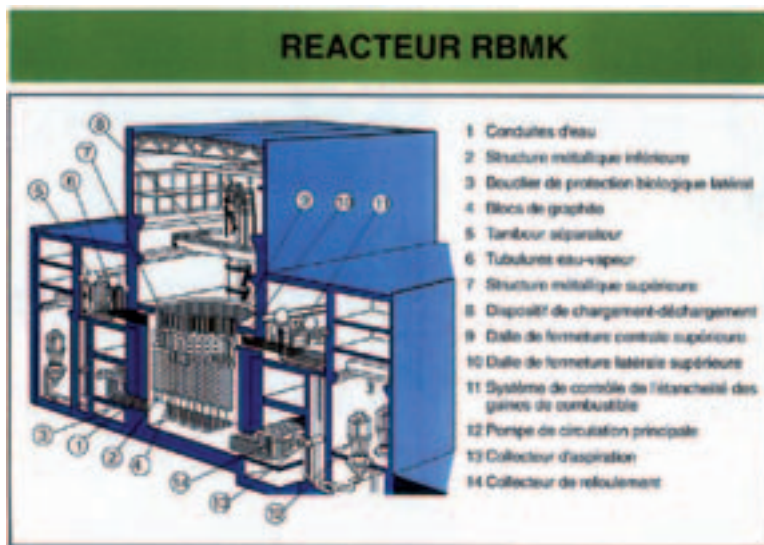
robots tombent rapidement en panne. Tchernobyl reste donc un chancre ouvert sur la surface de la terre et risque de le rester encore pour quelques siècles ...

Les leçons de Tchernobyl.

Un autre accident célèbre, « Three Miles Island », a également provoqué la fonte du réacteur, mais

Radiation Hotspots Resulting From the Chernobyl' Nuclear Power Plant Accident, April 1986





sont construits au dessus d'un cendrier rempli de bore, ce qui fait qu'en cas de fonte du coeur, au pire, les matériaux fissibles tomberont dedans, ce qui mettra fin à la réaction, le bore étant un absorbeur de neutrons.

Malgré tout, on doit se poser des questions sur la sécurité globale des installations nucléaires: si le réacteur numéro 4 de Tchernobyl a explosé, c'est à la suite de longues heures de travail acharné de la part du personnel qui le contrôlait, et qui, obéissant à un ordre, a tout fait

sans effet sur l'environnement, grâce à l'enceinte de confinement, totalement inexistante dans le cas de Tchernobyl: pas de véritable enceinte du réacteur, absence de bâtiment résistant. On le sait, la centrale était essentiellement un hangar industriel, sans plus. Ensuite, le type de réacteur (RBMK) est maintenant proscrit. Les derniers en service ne seront pas remplacés à la fin de leur durée de vie.

Dans le cas de Tchernobyl, afin d'éviter une surabondance de témoins, de multiples alertes étaient matérialisées par les mêmes indicateurs. C'est une erreur car en coupant les systèmes de sécurité qui provoquent la combinaison d'alertes, on supprime des systèmes arbitrairement, sans réellement savoir ce qui se passe. C'est une pratique maintenant interdite. Enfin, les nouveaux réacteurs sont conçus pour que les barres de combustible s'écartent naturellement en cas de surchauffe du coeur. Ainsi, la réaction est automatiquement ralentie, voire interdite en cas d'« excursion » de puissance. Les nouveaux réacteurs

consciemment pour relancer un réacteur qui ne pouvait l'être, contournant toutes les procédures et les systèmes de sécurité. Que serait-il advenu



La population a été évacuée en quelques heures soi-disant pour quelques jours. Vingt ans après, des objets personnels sont restés là où ils étaient.

du réacteur s'il avait été d'un autre type, dans un autre genre de bâtiment, ou sous un autre régime politique ? Il faut bien reconnaître qu'on n'en sait rien. Mais ajouter des mesures de sécurité ou des procédures, mieux former le personnel ou renforcer la structure du bâtiment n'y aurait sans doute



La nature reprend ses droits.
Les arbres poussent dans les bâtiments.

rien changé: des ordres ont été donnés et ont été exécutés aveuglément, avec les conséquences prévisibles que l'on sait. Qu'advierait-il sous d'autres latitudes dans un tel cas ? Un ordre émanant d'un dictateur nord-coréen ne serait-il pas suivi de la même manière ? Que dire également des dégâts éventuels provoqués par une équipe de terroristes kamikazes décidés à provoquer l'accident le plus grave possible, même dans nos centrales réputées bien plus sûres ? On sait que les tours du WTC étaient prévues pour résister à l'impact d'un avion. Une fois l'expérience menée, on découvre que l'avion en question était plus lourd, plus gros et chargé de plus de kérosène que le modèle ne l'avait prévu. La sécurité de nos centrales part-elle d'hypothèses également dépassées ? A-t-on prévu le cas d'avions-suicide

gros porteurs se précipitant sur le bâtiment-réacteur ? A-t-on envisagé un commando-suicide qui prenne d'assaut une centrale ? Les centrales occidentales sont-elles protégées par l'armée, par des radars et des canons anti-aériens ? Les employés disposent-ils d'armes pour se défendre en cas d'attaque ? Ont-ils des procédures pour saboter les centrales et les rendre vraiment inoffensives dans un tel cas ? Tchernobyl nous apprend que ces questions sont peut-être plus importantes que les mesures de sécurité physique du réacteur lui-même, car si ce réacteur a explosé, ce n'est pas à la suite d'une erreur de conception, ni même à la suite d'une erreur humaine, mais bien à la suite de l'exécution d'un ordre. •

Brent Frère.

MENSALOGIC

11

Voici une nouvelle série de casse-tête logiques ainsi que la solution des problèmes du numéro précédent. Si vous avez des questions ou des suggestions concernant Mensalogic, adressez vous à Marcel Cox (marcel.cox@gmail.com).

Nombres croisés

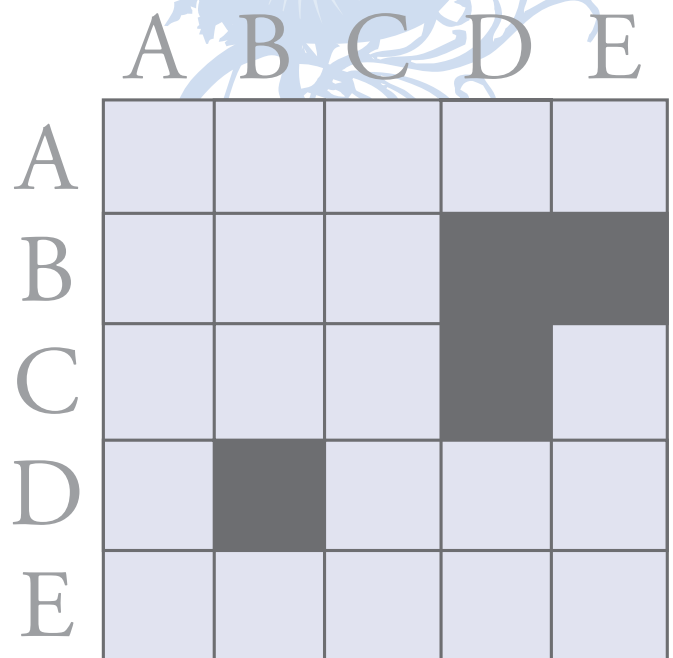
Horizontalement :

- A. Un carré parfait.
- B. Le produit de ses chiffres est 3.
- C. Une permutation de 441.
- D. Ses trois chiffres sont identiques
- E. La somme de ses chiffres est 35.

Verticalement :

- A. Une permutation de 13349
- B. Le chiffre des centaines est double du chiffre des unités, le chiffre des dizaines est triple du chiffre des unités.
- C. Le produit de ses chiffres est 1372.
- D. Un multiple de 9.
- E. Ses trois chiffres, dans leur ordre d'écriture, sont consécutifs.

* Seul le premier chiffre des nombres de la grille ne peut être zéro.



Passez le 6 devant

Trouvez le plus petit nombre entier finissant par 6 tel qu'en faisant passer ce 6 devant, on trouve le nombre initial multiplié par 4.

Les grilles de Loto

Dans un pays, remplir une grille de loto consiste à choisir une combinaison de 6 nombres parmi les entiers de 1 à 13. S'il suffit d'avoir 3 bons numéros sur les 6 tirés, pour gagner, combien de grilles au minimum suffirait-il de remplir pour être sûr de gagner ?

Inflation galopante

Antoine, écrivain, use un stylo par jour. Plutôt que de constituer des provisions, il descend quotidiennement chez le libraire du quartier qui ne ferme jamais, pour faire son indispensable acquisition. Le premier janvier de cette année-là, un stylo coûte un nombre entier de francs. Antoine en achète un exemplaire. Le lendemain, le prix augmente d'un franc, et Antoine débourse la somme. Et ainsi de suite, pendant un certain nombre de jours, Antoine achète un stylo au prix de la veille majoré d'un franc. Au bout d'un certain temps, Antoine s'aperçoit que depuis le premier janvier, il a consacré exactement 1000F à l'achat de stylos. Quel était le prix d'un stylo au premier janvier ?

Trouvez toutes les réponses possibles.

Solutions du numéro précédent

Le bon endroit

$$56 * 2 + 10 + 10 - 12$$

De 1 à 9

2 solutions possibles :

$$1 \ 6 \ 2$$

$$8 \ 9 \ 7$$

$$4 \ 3 \ 5$$

$$1 \ 8 \ 2$$

$$5 \ 9 \ 4$$

$$6 \ 3 \ 7$$

Suite sans répétition

Il y a 20 nombres à 2 chiffres différents qu'on peut écrire avec des chiffres de 1 à 5. La suite maximale serait une suite utilisant tous ces 20 nombres où chaque fois le dernier chiffre d'un nombre à 2 chiffres correspond au premier chiffre du nombre suivant. Si on trouve une telle suite, elle aurait une longueur de 21 chiffres.

L'essai pratique prouve que de nombreuses suites pareilles existent. Un exemple est la suivante : 121314152324253435451

L'âge d'Augustus

Le seul carré entre 1800 et 1900 est 1849 qui est 43 au carré. Augustus de Morgan est donc né en 1806 et a fêté ses 43 ans en 1949. •

INFORMATIQUE ET DICTATURES

Il y a quelques années, je me suis laissé dire que la Chine avait lancé artificiellement deux sociétés de production de logiciels (y compris de systèmes d'exploitations) du nom de « Red Flag » et « Blue Point ».

Le souci des dirigeants chinois était, semble-t-il, que le secteur hyper-stratégique de l'informatique et, au delà, des technologies de l'information (télécoms, Internet, médias, ...) ne tombe jamais dans les mains d'une société monopolistique, et surtout pas étrangère. Pour garantir ces objectifs, la Chine a cherché un système d'exploitation disponible, qui pourrait être utilisé librement, sans royalties ni restrictions imposées par des licences abusives, et qui serait largement diffusé par de nombreux distributeurs dans le monde, rendant la probabilité d'une situation monopoliste, même

à long terme, très invraisemblable. Le fait de mettre en place deux sociétés concurrentes sur le marché chinois relevait aussi de cet objectif.

On m'a dit aussi qu'en Chine, tout ordinateur neuf devait obligatoirement être fourni avec l'un ou l'autre de ces systèmes d'exploitation officiels d'État, et que toute dérogation nécessiterait une justification écrite afin d'expliquer à l'autorité en quoi ces systèmes ne pouvaient répondre aux besoins de l'utilisateur. Un État qui impose aux consommateurs leurs choix économiques ne pouvait être qu'une dictature, une économie dirigée, échappant à tous les principes démocratiques de liberté de concurrence et de marché ouvert ... Il est clair que ce genre de violation des droits les plus élémentaires des citoyens consommateurs que nous sommes ne pourraient jamais être bafoués dans l'Union Européenne, encore moins en France, État de droit, terre des droits de l'homme et des libertés du citoyen.

Pourtant, depuis maintenant plus de cinq années, le même phénomène se produit en Europe et par-

ticulièrement en France, au point que les utilisateurs d'ordinateurs et même les autorités responsables du contrôle de la concurrence semblent ignorer qu'il puisse exister plus d'un fournisseur de systèmes d'exploitations pour ordinateurs individuels, un peu comme si un éditeur avait tout naturellement un droit d'exclusivité et de monopole sur ce marché hautement stratégique. Des plaintes introduites en bonne et due forme sont simplement systématiquement ignorées par les plus hautes autorités, comme si des intérêts personnels empêchaient ces fonctionnaires de montrer le même niveau de rigueur dans leur tâche que pour d'autres marchés. Menés dans leurs derniers retranchements, ces hauts responsables indiquent en substance que « l'intérêt des consommateurs consiste à ne pas avoir de choix ». On croit rêver ! Où sont les principes de saine émulation de la concurrence, de dynamisme économique causé par la compétition, etc ... Alors que dans d'autres secteurs très naturellement non concurrentiels, (distribution d'électricité ou d'eau par exemple) on procède à la création de toutes pièces d'opérateurs « concurrents » sur un même réseau pour donner le change; alors que ces autorités mettent à l'index des sites web de comparaison de prix sous prétexte qu'ils n'annoncent pas que seuls les marques qui y cotisent sont comparées, le marché des systèmes d'exploitations grand public, lui, ne semble pas mériter le respect des principes de liberté de choix des consommateurs, de transparence des prix et de libre accès au marché par les fournisseurs concurrents.

Ce qui est le plus étonnant, c'est que prenant pour prétexte une situation illégale de quasi-monopole,

les autorités françaises justifient à posteriori cette situation, indiquant que « plus de 99 % des ordinateurs sont vendus avec ce système ». Messieurs les responsables du contrôle de la concurrence, je vous rappelle qu'il y a encore quelques années, 100 % des abonnés au téléphone étaient clients d'une seule compagnie, situation qui a été cassée justement par respect des principes de libre concurrence. Dans le secteur des logiciels, au contraire, en violation des principes que vous êtes sensés défendre, vous vous rendez complices de la création artificielle d'une situation de monopole qui, de plus, est à l'avantage d'un éditeur qui n'est même pas français, ni même européen. Alors que la Chine viole les principes de libre concurrence pour garantir le contrôle de la technologie par des sociétés d'État, la France viole ces mêmes principes afin de mettre ce contrôle dans les mains exclusives d'une entreprise étrangère ... (voir dossier complet sur <http://BFrere.net/VCF>)

Les dégâts causés sont impressionnants et de plus en plus graves avec le temps. Des systèmes de diffusion télévisuels ne respectant plus les standards européens sont imposés aux consommateurs, des systèmes embarqués sur les véhicules européens ne parviennent plus à échapper au contrôle du même éditeur monopolistique, toute personne moderne voulant vivre dignement au XXI^e siècle se voit imposer l'acceptation d'un contrat de licence unique, sous peine de se voir confisquer son ordinateur (voir conditions de vente Dell), de nombreux services, même publics, ne sont en pratique plus accessibles qu'aux seuls utilisateurs de l'Internet ayant abandonné leurs droits de choix au bénéfice de l'éditeur imposé

par l'État délinquant. A quand le droit de vote électronique restreint aux clients de cette société ? A quand l'obligation de signer ce contrat, coûte que coûte, pour accéder aux services publics en ligne ? Déjà de nombreux exemples de matériels n'ayant qu'un rapport très éloigné avec l'informatique (appareils photos, centraux téléphoniques, ...) sont livrés avec des outils logiciels de configuration uniquement utilisables sur un seul système d'exploitation. On cite aussi le cas de documents légaux qui ne sont plus disponibles qu'en format propriétaire spécifique à un logiciel particulier, imposant aux citoyens pour pouvoir les utiliser de se soumettre aux conditions de vente illégales pratiquées sur les ordinateurs individuels.

Au niveau européen également, les institutions qui infligent des amendes colossales à l'éditeur en situation d'abus de position dominante sont très mal pris, toute son infrastructure dépendant très lourdement des mêmes produits de cet éditeur. En conséquences, toute amende est compensée



par une augmentation tarifaire du fournisseur, puisqu'il se trouve en situation incontournable. Parallèlement, citons les fleurons de la technologie européenne, comme Airbus, qui ne peut voler sans recourir aux technologies étrangères visées, ainsi que Galliléo, système européen de positionnement par satellite, supposé éviter à l'Union Européenne une dépendance trop lourde envers le système américain « GPS », et qui n'a pas pu être conçu sans y intégrer les technologies propriétaires du même fournisseur, faute de réelle concurrence dans le marché informatique. Des pays se sont rendu compte du problème et du danger, comme le Chili, qui a fait passer une loi précisant que les données concernant des citoyens chiliens ne peuvent être stockées dans un format propriétaire secret, qui aurait mis sous contrôle en pratique les données de l'état chilien par une société commerciale étrangère. Citons aussi le Brésil, qui vient de décider que les ordinateurs équipés d'une suite de logiciels libres, n'impliquant plus aucune dépendance de l'utilisateur en-

vers un fournisseur exclusif, se voyaient épargnés par la T.V.A. ... En Argentine, on trouve des ordinateurs dans les supermarchés spécialisés pré-installés avec un système d'exploitation d'origine européenne, et trois grands pays asiatiques se sont unis pour développer un système d'exploitation spécifiquement asiatique pour échapper à la main-mise de l'éditeur monopolistique.

Par contre, en Europe, on constate une politique inverse : certains États concèdent des aides fiscales aux acquéreurs d'ordinateurs individuels pourtant fournis illégalement avec un système d'exploitation imposé, ce qui va à l'encontre de la réglementation européenne sur les ventes conjointes forcées.

Pour enfoncer le clou, de nombreux États organisent l'enseignement obligatoire de l'informatique et des nouvelles technologies de l'information (comme l'Internet) à toute la population scolaire sur ce système, à l'exclusion de tout autre, alors que des solutions d'origine européennes sont supérieures en qualité, en performances, bien moins chères, sans risque stratégique et bien plus respectueuses des libertés des utilisateurs. De plus, l'apprentissage de l'informatique sur un système propriétaire fermé, dont on ne dispose pas des mécanismes de fonctionnement (codes sources) est équivalent à apprendre l'horlogerie sur des montres dont les boîtiers sont scellés et inviolables ... Alors pourquoi certains États en Euro suivent-ils cette politique ? Ignorance ? Bêtise ? Corruption ? Les sommes colossales extorquées par l'éditeur monopoliste avec la complicité de certains États du fait de la vente forcée de logiciels, sans concurrence ni publicité des prix,

permettent de s'offrir des campagnes substantielles de lobbying auprès des décideurs, souvent dépassés par les nouvelles technologies, et facilement persuadés que l'accès à celles-ci passe par l'acceptation d'exceptions dans l'application du droit commercial.

Ce problème m'est apparu en 2001, époque où j'ai voulu acheter un second exemplaire d'ordinateur portable tournant sous un système d'exploitation d'origine européenne. Le premier m'avait été vendu sans système d'exploitation pré-installé, car le fabricant ne proposait pas le système de mon choix, ce qui est son droit. Le second achat m'a été tout simplement refusé, quelques soient les démarches que j'aie pu faire ensuite pour y parvenir (le dossier complet est ici: <http://BFrere.net/VCF>). Avec le temps, cette violation flagrante, publique, continue des lois et principes élémentaires de nos sociétés (libre concurrence, prix fixés par le marché, visibilité des prix par le client, liberté de choix du consommateur, interdiction des ventes conjointes forcées ...) s'est étendue à tous les fabricants d'ordinateurs portables, de « tablet-PC », et même de stations de travail de marque, de sorte que les acteurs européens de l'informatique sont tous économiquement en difficultés (Mandrake Software, ...), ou rachetés successivement par des entreprises étrangères (SuSE racheté par Novell, StarDivision racheté par Sun Microsystems, ...), puisqu'ils n'ont plus accès au marché à égalité avec leur concurrent étranger. Le refus des autorités de faire respecter les lois dans ce domaine aboutissent à une mise sous dépendance technologique gravissime de tous les secteurs des « nouvelles technologies »,

des « technologies de l'information » et du secteur des télécommunications.

Quelles conséquences pour l'Europe ?

L'Union Européenne est une terre d'invention, de créations, de technologies, et non une terre de ressources naturelles (pétrole, gaz, or, uranium, diamant, ...) autre que la matière grise. Pour assurer notre niveau de vie, et par là notre bien-être, notre sécurité et donc le rayonnement de nos valeurs et de nos civilisations, nous devons compenser nos faiblesses (faible surface, densité de population élevée, faiblesse des ressources naturelles en hydrocarbures, climat moins propice qu'ailleurs à la culture, ...) par la maîtrise des technologies. C'est par ce moyen qu'à travers l'histoire, les différents pays européens dans un premier temps, puis les États-membres de l'U.E. aujourd'hui, ont pu acheter à l'extérieur ce qui leur manquait de matières premières, livrant en échange des biens à haute valeur ajoutée et teneur technologique, que nos clients ne pouvaient construire eux-mêmes.

Aujourd'hui, l'Inde construit des lanceurs de satellites, la Chine se prépare à fabriquer des avions de ligne, l'Afrique du sud se lance dans l'informatique (<http://Ubuntu.com>) et l'Amérique du Sud domine les technologies des bio-carburants. Quelle place dans ce concert des nations pour notre pays, l'Union Européenne, si nous nous sabotons nous-mêmes, en se mettant stupidement, et en violation de nos lois, sous le contrôle technologique de la deuxième puissance économique

mondiale, les U.S.A. ? Qu'avons-nous à gagner à suivre une telle politique ? Nous allons tout simplement nous « tiermondialiser » : à l'image de l'Afrique noire, qui ne dispose pas des infrastructures ni des technologies permettant de fabriquer des moteurs et des voitures, et sont donc contraints de se contenter de nos vieux tacots, nous seront seulement habilités à nous contenter des miettes technologiques qui nous seront concédées à vil prix, n'ayant de toutes façons plus d'autre choix, et pour ce faire à nous plier à n'importe quelles conditions. Est-ce là l'avenir que veulent nos responsables politiques pour l'Union Européenne ? J'espère que non. En tout cas, c'est pourtant clairement cette politique qui est suivie par les autorités françaises, on ne sait trop pourquoi.

Que faire ?

Créer une nouvelle structure européenne coûteuse produisant des rapports et des réunions en série ? Pas forcément. Il suffirait de faire appliquer les lois existantes et de respecter les principes qui sont les nôtres :

Interdiction avec effet immédiat, en application des lois sur les ventes conjointes forcées, de toute vente d'ordinateur individuel fourni exclusivement avec un système d'exploitation pré-installé, quel qu'il soit.

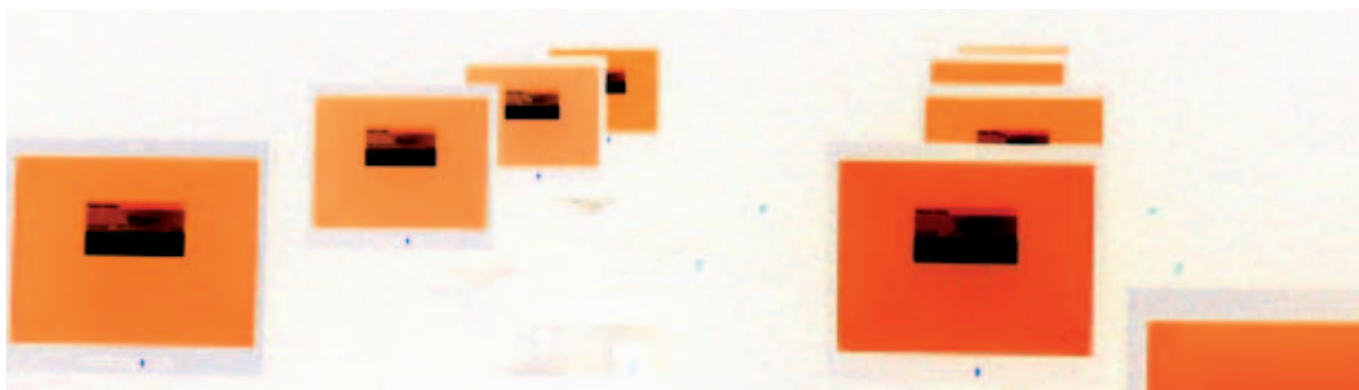
Obligation pour tout commerçant en informatique de proposer des produits (matériels, logiciels, systèmes d'exploitations) d'au moins trois marques différentes non liées économiquement,

dont au moins une d'origine européenne. Dans le cas contraire, il ne s'agit plus d'un commerçant en informatique, mais d'un concessionnaire d'une marque particulière, ce qui doit être clairement identifié de manière à permettre au consommateur d'être averti que dans ce commerce, il n'a pas une vue complète des offres du marché.

Condamnation des autorités qui se sont montrées complices de cette violation du droit et de mise en danger de notre indépendance technologique

vant prouver qu'ils ont été ou sont lésés par cette politique illégale, jusqu'à ce que la situation de distortion de concurrence disparaisse.

Obligation pour les constructeurs d'ordinateurs individuels, désireux de pouvoir vendre en Europe, de rendre publiques gratuitement toutes les spécifications techniques nécessaires à la publication d'un système d'exploitation complet et entièrement fonctionnel au moment de la mise sur le marché du matériel visé.



pendant des années, au remboursement intégral de toutes les licences vendues illégalement depuis la date de la première plainte déposée. Annulation des effets de ces licences vendues de manière illégales.

Condamnation de ces mêmes autorités à la réparation des dommages causés au marché informatique, c'est-à-dire les obliger à prendre toutes les mesures nécessaires à la restauration d'un marché équilibré dans le secteur des logiciels et systèmes d'exploitations, y compris par l'interdiction temporaire de vente des produits de l'éditeur préalablement vendus dans des conditions illégales.

Condamnation de ces autorités à une astreinte quotidienne au bénéfice des consommateurs pou-

Obligation pour les éditeurs de logiciels applicatifs de proposer leurs produits pour au moins trois systèmes d'exploitations différents dépendants d'intérêts économiques disjoints, avec les mêmes fonctionnalités et au même prix (par exemple MacOS X, BSD et Solaris).

Obligation pour les fabricants de périphériques de fournir leurs produits avec les spécifications techniques nécessaires à l'élaboration des pilotes pour n'importe quel système d'exploitation, sans compensation économique, ou de fournir les pilotes pour au moins trois systèmes d'exploitations différents dépendants d'intérêts économiques disjoints (par exemple Hurd, SCO Unix et HP/UX).

Interdiction des sites web à vocation publique,

qui ne respectent pas les standards de l'Internet tels qu'édictees par les organismes pluralistes de normalisation comme l'IANA, l'IETF, le WWW Consortium, ITU, ISO, etc... et qui conséquemment ne sont pas utilisables par au moins trois navigateurs web de marque différentes tournant sur trois systèmes d'exploitations différents.

Interdiction des formats de données secrets spécifiques à un logiciel particulier dans les échanges publics (sites web ouverts au public) tout particulièrement les sites d'administrations publiques. Obligation pour les éditeurs de systèmes d'exploitations de fournir ceux-ci pour au moins trois architectures matérielles dépendant d'intérêts économiques distincts, avec les mêmes fonctionnalités et prix identique (par exemple PowerPC, PC basé sur processeur AMD et station de travail Sparc).

Ces mesures permettraient de favoriser le recours à des techniques de développement respectant des standards, donc portables, d'utiliser des formats de données publiés, donc interopérables, de maintenir dans le chef des usagers de l'informatique le libre choix de leur plate-forme matérielle, logicielle et même de leur fournisseur de services (ISPs, banques, autres services en ligne...). Ces mesures sont souhaitables, et n'ont rien d'extraordinaire: les États-Unis, eux-mêmes, ont été obligés d'imposer des interfaces standardisées pour les réseaux électriques américains, car les différents distributeurs imposaient des prises incompatibles entre elles, de manière à s'assurer le monopole des ventes de matériel électroménager auprès de leur clientèle captive. Si les États-Unis, super champions de l'ultra-libéralisme, ont trouvé

bon de légiférer dans ce sens afin de garantir un marché ouvert et concurrentiel, il n'y a pas de raisons que nous ne faisons pas de même. Le seul risque que nous courrions serait de voir une ou plusieurs alternatives d'origine européenne s'ajouter aux acteurs actuels, tous étrangers.

Ces mesures ne coûtent rien et devraient être naturellement appliquées par les institutions chargées de défendre le marché ouvert et la libre concurrence, au lieu que ce soit des citoyens de plus en plus nombreux, voire des associations de consommateurs qui soient obligés de se battre contre ces institutions pour faire respecter leurs droits, qui sont aussi l'intérêt commun. •

Brent Frère

vice président de l'Internet Society Luxembourg



L'obsession sexuelle

(ou le cerveau à tiroirs)



Le désir sexuel est intimement lié à la vie, car il constitue un instinct indispensable à la survie de l'espèce. Ainsi, chaque animal sexué doit, pour assurer sa reproduction, être affecté, dans une certaine mesure, d'obsession sexuelle.

Un exemple intéressant est le Panda, qui est naturellement très peu intéressé par le sexe, et qui du coup est facilement en danger en tant qu'espèce. C'est pour lutter contre cette tendance que les zoos chinois fabriquent des vidéos pornographiques pour Pandas.

Chez l'homme, l'obsession sexuelle s'appelle « libido », une manière de cacher notre nature in-

trinsèquement animale, de dissimuler quelque peu notre proximité avec le règne animal. Mais quel est la vraie nature de cette libido ?

Le siège des désirs sexuels est, comme tous les autres sentiments ou pensées de l'homme, le cerveau. Mais le cerveau humain n'est pas monolithique. Il est complexe, structuré, composé de trois grandes couches, qui reflètent étrangement l'évolution de la lignée du vivant qui a abouti à la race humaine, depuis les premiers âges de la vie sur terre.

Les premiers poissons, il y a trois millions d'années, avaient déjà une structure nerveuse centrale très limitée qui leur permettait de subvenir aux besoins élémentaires de la survie : se nourrir, se déplacer, se reproduire. Sans possibilité de mémoire ni de sentiments, encore moins de conscience, ce système élémentaire constituait

une première forme de « cerveau » très basique. Il est à noter que les instincts sexuels étaient déjà présents dans cette structure première, appelée « cerveau métencéphale ».



Ensuite, les premiers reptiles et les oiseaux ont continué à perfectionner cette structure. D'une dizaine de centimètres de diamètre maximum, le cerveau des dinosaures ne leur permettait toujours aucun sentiment, ni même de conscience, mais assurait bien les fonctions vitales de reproduction, de quête de la nourriture, d'équilibre, de fuite du danger et de combat. Avec les mammifères évolués, comme nos chiens ou chats, apparaîtrait une seconde couche de cellules nerveuses,



constituant le cerveau mésencéphale. Celui-ci permet un apprentissage simple, basé sur l'expérience de la réussite ou

de l'échec. Il apporte donc un minimum de mémoire, mais ne permet toujours pas d'avoir une conscience ou une morale. Ainsi, des oiseaux qui ont faim ou se sentent en danger peuvent manger leurs petits, et les requins, dans le ventre de leur mère, se battent et mangent généralement leurs frères plus faibles.

Ce n'est qu'avec les mammifères évolués, comme le dauphin, le singe et l'homme, qu'apparaît une troisième couche de cellules nerveuses, plus ou moins développée selon la race, appelée « le cortex ». Composé de milliards de cellules, ce tissu

est replié sur lui-même, donnant naissance à de nombreuses circonvolutions. Le cerveau n'apparaît plus lisse, mais ridé. Cette zone est, chez l'homme, le siège de la vision, de l'audition, de la conscience, de l'intelligence, de la moralité, de la spiritualité, de la mémoire, de la réflexion, des opinions ...

On peut parler du siège de la personnalité et de l'âme, particulièrement en sa partie frontale.



Il faut bien comprendre ici que ces couches ne se sont pas substituées à travers les âges et l'évolution, mais se sont accumulées. Ainsi, dans une tête humaine, on trouve toujours un cerveau reptilien, tout au centre de la boîte crânienne, toujours responsable des battements du cœur, de la respiration involontaire (la nuit) et des fonctions sexuelles, dont la libido. Ce qui est particulièrement important de comprendre, c'est que ce cerveau primaire échappe totalement au contrôle de notre conscience, de même que le cerveau secondaire. Ainsi, nous ne sommes pas maîtres de nos battements cardiaques, nous ne pouvons nous empêcher durablement de respirer et nous subissons des pulsions sexuelles, indépendamment de notre volonté. Il y a ici une question intéressante à se poser : qu'advient-il des personnes qui souffrent d'un cerveau reptilien « déviant » ou simplement qui intègre des pulsions sexuelles minoritaires ?

On est choqué par le comportement considéré comme lourdement criminel de violeurs, de pédophiles ou autres, mais les personnes qui sont

auteurs de tels comportements, souvent, clament leur souhait de soins, par exemple sous forme de psychothérapie ou de médicaments inhibant leur libido (« camisole chimique »). Ces profils commettent souvent leurs délits en série, sans réelle préparation ni prudence élémentaire et sont souvent récidivistes. Ainsi, on connaît le cas de violeurs d'enfants qui agissent au sein même de leur famille, alors qu'ils savent que les enfants qu'ils maltraitent les connaissent et sauront un jour les dénoncer. D'autres, violeurs « à la fenêtre ouverte », agissent en ville à visage découvert et laissent leur signature génétique sur chaque scène de crime. On voit donc bien qu'ils répondent à une pulsion primaire, non raisonnée et échappant en grande partie au contrôle de leur conscience, voir de leur propre moralité.

Ces cas sont sans doute à rapprocher d'autres comportement sexuels minoritaires, comme l'homosexualité ou la transsexualité. Ces formes de « déviations » par rapport à la norme rendent les sujets qu'ils affectent très malheureux, parfois même suicidaires. Pourtant, on le sait, rien ne sert de tenter de persuader un homosexuel qu'il doit se « contrôler » ou se « corriger ». Le fait est là : il est homosexuel, et même des années de mariage et plusieurs enfants ne peuvent, au final, rien y changer. De même pour un transsexuel : malgré le coût des opérations et les difficultés relationnelles avec tout son environnement, voire l'incompréhension de la famille, il ne pourra être épanoui qu'après avoir réconcilié son orientation sexuelle mentale avec celle de son corps, au prix en plus d'une stérilité définitive.

Dans une autre catégorie, les pratiques zoophiles peuvent également se rattacher à ces cas. Le problème global est que le cerveau reptilien, qui échappe totalement à la volonté et à la conscience de l'individu, assure ses fonctions d'obsession sexuelles d'une manière différente de celle généralement attendue.

On peut se poser la question de la moralité ou de l'aspect déviant ou naturel de ces orientations sexuelles. Par exemple, en ce qui concerne l'homosexualité, il a souvent été considéré que cette pratique était condamnable, contraire à la nature, voire justifiant la peine de mort sous certains régimes politiques. Pourtant, dans d'autres civilisations, l'homosexualité était reconnue, et même valorisée. Les combattants spartiates, par exemple, vivaient en couples homosexuels, de sorte que chacun montrait un maximum de bravoure au combat afin de plaire à l'autre. Quant à l'homosexualité dans les races animales évoluées proches de nous, on constate généralement une proportion naturelle de l'ordre de 10 à 15% de sujets homosexuels dans les populations à l'état naturel. C'est d'ailleurs pourquoi il y a un qualificatif spécifique pour les vaches qui « se montent » dans les champs : on parle de vaches bouvardes.

Que penser alors de l'obsession sexuelle ? Du fait que la libido trouve son siège dans le cerveau reptilien, qui échappe totalement au contrôle de la volonté ou de la conscience, peut-on reprocher à un obsédé sexuel ses agissements ? Des statistiques montrent que les hommes sont bien plus sujets à l'obsession sexuelle que les femmes. Un homme pense en moyenne une fois par minute à

un sujet en rapport avec le sexe, ce qui est près de dix fois plus fréquent que dans le cas d'une femme. Cette différence peut s'expliquer par le rôle différent des individus des deux sexes dans la fonction de reproduction. Poussé par le besoin irrésistible d'assurer la transmission de son patrimoine génétique, le mâle cherche naturellement à féconder autant de femelles que possible. Le



Caricature d'un cerveau masculin

même objectif, poursuivi par les femelles, abouti au désir de protection de ses petits, assurant ainsi leur survie et donc celle de ses gènes. C'est pourquoi les mâles sont généralement plus volages, prompts à la polygamie et s'occupent moins des petits que les femelles, qui elles cherchent à fonder un nid et à garder un mâle à proximité pour assurer la sécurité de la famille. On le voit, les hommes et les femmes ne sont vraiment pas semblables, et c'est vrai jusqu'au siège de notre personnalité, notre cerveau. On doit le constater également par l'expérience : une femme homosexuelle a généralement l'amour maternel moins développé, et un homme homosexuel est beaucoup plus sensible et fidèle qu'un homme « normal ». On doit le constater : les délits sexuels sont très majoritairement le fait d'hommes, ce qui montre ici encore le lien entre ces derniers et les dysfonctionnements de l'instinct de reproduction.

Mais si l'obsédé sexuel n'a pas la possibilité de se contrôler, que peut-on faire pour l'aider ?

Si son obsession n'est pas source d'un problème pour lui ni pour les autres, quel mal fait-il, et se-

lon quelles valeurs est on autorisé à le juger ? Un obsédé sexuel qui se lance dans la gestion d'un club échangiste ou d'un sex-shop peut il s'épanouir ? Sans doute. Malheureusement, il n'en est pas toujours ainsi. La plupart des obsédés sexuels lourds sont tellement demandeurs qu'ils fatiguent tout partenaire, et se retrouvent donc dans un état de détresse et de frustration grave. Ils

peuvent alors, sous l'influence des ordres incontrôlables de leur cerveau reptilien, en venir à des relations sexuelles forcées, des viols, voir même, afin d'échapper aux poursuites judiciaires inévitables, à des meurtres afin de faire taire les témoins de leurs vicissitudes. Les exemples de tels violeurs-tueurs en série sont nombreux, dans toutes les couches de la population, en tout temps et dans tous les pays.

Que doit donc faire une personne qui souffre d'obsession sexuelle ? Probablement recourir à une aide extérieure (sexologue, psychologue, ...) dès lors que son comportement devient problématique pour lui ou pour les autres, car en dehors de toute considération morale ou religieuse, la justice ne reconnaît actuellement généralement pas l'état de maladie ou de souffrance dans lequel un criminel sexuel récidiviste peut se trouver. Mais peut-on reprocher à la justice humaine de condamner lourdement des « monstres » comme l'assassin de Julie et Mélissa en Belgique ? Sans doute pas, sauf si on réfléchit aux fonctions précises des peines infligées à ces criminels.

La peine de mort étant abolie dans quasiment tous les pays civilisés, prenons le cas de la peine de prison de longue durée. Ces peines comportent différents objectifs :

- 1) **La répression (ou punition).** Satisfaisant généralement la morale des gens non directement concernés, elle n'a pas vraiment d'objet dans le cas d'un délinquant sexuel, puisque, on l'a vu, le délit est le fait d'un conflit intérieur au cerveau du délinquant, où la partie animale l'a emporté, alors que cette partie n'est pas soumise au contrôle de la volonté. En privant le sujet de liberté, on punit sa personne et non le cerveau reptilien déviant qui ne souffre en rien de cette situation.
- 2) **La dissuasion.** Comme, en général, le criminel qui arrive à de telles extrémités a déjà subi longtemps le conflit intérieur entre sa morale et ses pulsions, et n'est pas parvenu à se contrôler, on peut douter de l'efficacité du procédé. Au pire, on pourrait même considérer, pour certains qui estiment n'avoir aucune chance de pouvoir contrôler leurs pulsions, que la prison serait un choix délibéré, leur permettant de se mettre en paix avec leur conscience, puisqu'à priori, il ne leur sera plus possible de faire du tort à leurs contemporains une fois à l'ombre.
- 3) **La réhabilitation.** Dans le cas de faits de drogue, ou de comportements délictueux consécutifs à un manque d'éducation, la prison peut être une seconde chance, permettant de reprendre ou de poursuivre des études ou de se sevrer. Mais que dire des délinquants sexuels, si on ne procède pas sur eux à un

profond et durable travail de psychothérapie accompagné d'un traitement médicamenteux approprié ? En cas d'absence de traitement de ce problème de fond, la récurrence, une fois le sujet libéré et aucune solution apportée, est plus que probable ...

- 4) **La protection de la société.** C'est bien cette fonction et elle seule qui subsiste dans le cas des délinquants sexuels. En les isolant, on les protège contre leurs pulsions et on protège également les autres. Mais c'est bien court comme traitement, et bien désolant si c'est la seule solution, le seul espoir pour les personnes touchées par ce fléau. Se dire que la solution est de se voir enfermer pendant des dizaines d'années, jusqu'à ce que, l'âge venant, la libido exacerbée diminue naturellement n'est pas très encourageant. C'est d'ailleurs sans doute ce qui pousse, consciemment ou non, certains délinquants sexuels à devenir de moins en moins prudents, un peu comme s'ils désiraient la libération de leurs tourments procurée par la séquestration. Il vaut donc mieux, pour une personne qui se soupçonne obsédé sexuel avec des tendances criminelles, d'opter, tant qu'il en est encore temps, à des soins psychologiques voire à un traitement médicamenteux visant à corriger son excès de libido. C'est par ces voies que le cortex, siège de l'esprit et de la conscience humaine, peut éventuellement reprendre le contrôle de l'instinct animal déviant et aboutir à une vie équilibrée, harmonieuse et libre. •

Isabelle Delhaye
psychologue diplômée
<http://Psycho.org.lu>

Mensa Pinboard

NEW: Mensa-Shop

<http://www.spread-shirt.net/shop.php?sid=57623>

or
www.mensa.lu > Boutique

Sachbuch „Hochbegabt oder gescheit gescheitert?“

Das Buch umfasst 232 Seiten, die man jedoch nicht alle lesen muss. Es ist gegliedert in einen Jungen- und einen Mädchenteil und innerhalb derer in auffällig/unauffällig, positiv/negativ auffällig... Somit kann man entweder einzelne Bereiche lesen und eine konkrete Situation nachvollziehen oder aber das Buch am Stück lesen.

„In den fast 8 Jahren meiner Tätigkeit in der Hochbegabten-Initiative Trier e.V. habe ich rund 700 hochbegabte Kinder und deren Geschichten kennen gelernt. Diese habe ich, natürlich anonym, als Grundlage für meinen Ratgeber genommen, um anhand von realen „Fällen“ den Umgang mit hochbegabten Kindern zu erläutern.“

ISBN 978-3-8334-6909-1
Weitere Infos und Leseproben unter
www.monika-reinsch.de

« Stratégies de recherche pour groupes restreints et données de niveau non métrique. »

Conférence internationale, organisée par le Service de Mathématiques Appliquées de l'Université du Luxembourg, en collaboration avec le Laboratoire de Psychologie Clinique et Psychologie de la Santé du CRP-Santé, avec le soutien du FNR de l'Institut Grand-Ducal des Sciences de la Société des Sciences Médicales - du 28 au 30 juin 2007 à l'Université du Luxembourg, campus Limpersberg.

Bulletin d'inscription en annexe.

Pour plus d'informations contactez Jang. Schiltz@uni.lu





march 2007 issue number 503

International SIGs and a new International SIG Coordinator.

The IBD has appointed **Markus Schauler** as the new International SIGs Coordinator. The position has a new charge and new phenomenon has been introduced, the International SIG (ISIG), which can be recognized as such when it abides by additional SIG rules. The most important additional SIG rules are:

1. The International SIG must acknowledge that it will continue to operate under the terms and conditions of the Constitution and bylaws (if any) of the hosting Mensa and that Mensa International will not be responsible for any commitment undertaken by an ISIG. The recognition as ISIG does not change the legal status of the SIG nor create a legal entity.
2. The International SIG must have a designated administrator and at least one deputy administrator, to guarantee the continuity of the SIG.
3. The International SIG administrator will be in charge of verifying the membership status of the ISIG members. The ISIG applicants/members will provide a proof of membership on request of the ISIG administrator.
4. The International SIG has to make a clear written statement as to what its operating language(s) will be. It can be any language and can be more than one language.

One of the main purposes is to attract members of other national Mensas as an ISIG creates a wider platform for members, worldwide, to join other SIGs, to exchange ideas and to benefit more from their membership. Probably all ISIGs will be electronic SIGs. ISIGs also offer a tremendous opportunity for the members in the remote areas of the world, especially Direct International Members (DIMs), to become more involved in Mensa.

The International SIGs Coordinator shall (among other duties):

1. Publicise the recognized International-SIGs wishing to attract foreign members, among others on the Website of Mensa International.
2. Maintain an International mailing list for the Chairs of the International SIGs and the national SIG-Coordinators to exchange ideas and identify possible issues.
3. Recognise an International SIG, following a request from a national Mensa. (To prevent duplications, the International SIG Coordinator has the final word.)
4. Prevent the recognition of more than one International SIG on the same subject, except in case where one is an E-SIG and the other is not.

The International SIG Coordinator has no longer a role in the national SIGs. The administration and recognition of a national SIG is solely the province of national Mensas. The International SIG coordinator plays a role in the recognition and the publication of international SIGs only

For more details on the role and the rules for recognition of an International SIG, see the minutes of the 2006 IBD meeting that are available in the members only section of the MIL website. See also the International-SIG section in the members only section of the MIL website.

The email address of Markus is sigs@mensa.org.

*Willem Bouwens,
Dir. of Development, MIL*



The Origin of Intelligence

Mensa's foundation revolves around a word. While the organisation now furcates into diverse purposes and centres of interest, it saw its origins in intelligence. People use this word, *intelligence*, like they use near any word: normally, in daily conversation, without considering its origin, its nuances, its translation and meaning in other languages. Here the word "intelligence" shall star.

Back in the day when Latin and sons ruled, people used the word *intelligentem* — *intelligens* in its nominative form —, which signified "discerning". This *intelligentem* was the present participle of *intelligere*, meaning "to understand, comprehend", created from the roots of *inter-*, "between" or also "all the way to, completely, very", and *legere*, "to choose, pick out, read" and also "to gather, steal".

Thus, depending on which translation of *inter-* one prefers, *intelligence* can indicate choosing or picking out between X: discerning; an abundant gathering up of X; a full analysis. In such terms, possessing intelligence is not an endowment to be taken lightly!

As expected, the English *intelligence* resembles closely its Latin and Germanic Indo-European kin. Dutch uses *intelligentie*, French *intelligence*, German *Intelligenz*, Italian *intelligenza*, Portuguese *inteligência*, Romanian *inteligenta* and Spanish *inteligencia*, Swedish *intelligens*. Papiamentu, the language spoken on the islands of Aruba, Bonaire and Curaçao (a mixture of Spanish, Portuguese, Dutch, English and French, along with some Arawak Indian and African influences) uses *inteligensia*.

Chinese has a word for intelligence: *zhìlì*, *wùxìng* and *xīnyǎnr*. *Zhìlì* indicates intelligence in general, and breaks down into *zhì* (wisdom) and *lì* (power, strength). *Wù* (to understand, to actualize, to be conscience) and *xìng* (nature, property, sex) combine to indicate intelligence and sensitiveness. *Xīn* (heart, thought/spirit, expression), *yǎn* (eye, look, hole) and *er* (child, son) join to mean ingeniousness, calculation, and spirit/heart.

In Japanese, one uses the word *chisei*, formed from the radicals *chi* and *sei*. *Chi* denotes knowing something, someone; familiarity with something, someone. It is also found in words such as *chie* (wisdom), *chiki* (friend, person with whom one has an intimate relationship: *chi* = knowing, *ki* = one self, me), *tanchi* (detection) and *onshirazu* (ingratitude). *Sei* denotes genre, nature, sex, temperament. Other words including *sei* count *dansei* (penis/the male sex organ), *josei* (vagina/the female sex organ), *shuusei* (habit, second nature) and *kookinsei* (antibacterial).

Defined by the Online

Etymology Dictionary as "faculty of understanding", *intelligence* made its way from French into the English language in 1390. Its indication of "superior understanding" and "sagacity" date from c. 1430; its use as "information, news" was first recorded around 1450. In 1587, there were reports of its use to mean "secret information from spies".

And then, in 1912, W.L. Stern coined *Intelligenz-quotient*, which travelled to English in 1922. And here we are, Mensans of intelligence.

"And then, in 1912, W.L. Stern coined *Intelligenz-quotient*, which travelled to English in 1922. And here we are, Mensans of intelligence."

Members'-
only access
to the MIL
website:
User name:
IntMensaMem
Password: Int
(numeral '1')



MIL Positions/Committees Open for Appointment in September 2007

If you are interested in serving Mensa International in an appointed position, this is your chance. Most assignments to MIL-appointed positions and committees occur each year at the International Board of Directors (IBD) meeting. In an effort to insure that all Mensans have the opportunity to consider offering their services for positions that will open each year, the IBD has directed that those positions be announced at least six months prior to the meeting. MIL places great value on those among us who contribute their time and talent to the betterment of Mensa. I hope that all of you who have performed in volunteer positions will accept MIL's heartfelt thanks for your willingness to serve, and for the talent, imagination and vision you have brought to Mensa through your participation. The following positions/committees are due to be appointed at the IBD meeting in September:

*Jim Werdell,
Director of
Administration,
MIL*

Server Team Coordinator	Webmaster	Licensing Committee
WorldConnect Coordinator	International Ombudsman	
Constitutional Review Officer and Assistant	Gifted Children Committee Member	

All applications for these positions are welcome, and all who apply will, whether successful or not, have their interest noted for future reference and need. We do not easily let volunteers get away! There may be other ways in which those unsuccessful on this occasion can help Mensa International.

Descriptions and responsibilities of the positions as well as application forms may be obtained from the Mensa International Office. The office's email and postal addresses may be found in the listing of Elected and Appointed Officers elsewhere in this publication.

member network

Australian Mensan would like to contact European and American publishers of Floristry books and magazines (in English). I hope to start importing them into Australia for students and retailers, as there is a dire shortage of up-to-date information on what is happening in the Flower Industry. If you work in the publishing field, and can give me contact details for suppliers, please contact **Marie** at bouquetsandbooks@bigpond.com

Have you ever been to a Medieval or Renaissance festival? Maybe you're involved in the production of such an event? Perhaps you've recently gone to your first? I'm interested in your experiences, good or bad, with this kind of celebration of history. Get in contact with me!
Jessica Kelley be.good.cat@gmail.com

Two Austrian Ms, mother and daughter, are looking for a family for the (now) 14yo daughter to spend Carina's High School year in the US with. Carina plans to spend the school year 2008/09 in the US, attending 11th or 12th grade of High School. If you know a family who would be able to host her (all organisation work will be done from here, expenses paid by us), please send an e-mail to **EvaSchw@aol.com**



international calendar

March 16-18, 2007 Mensa Switzerland Annual Gathering in Lausanne overlooking scenic Lake Geneva and Mont Blanc. More info at <http://mensa-events.ch/ag2007/>

May 4-7, 2007 Dutch GenX Springweekend is open for intern'l Mensans with a born between 1967-76. Join us in beautiful Nth Netherlands for a wonderful weekend. mieps@kpnplanet.nl

May 25-28, 2007 Mensa Charming (Austrian Mensa) in Salzburg. registration charming2007@gmx.at; further info www.kemptner.com/charming2007

May 25-28, 2007 The Annual Gathering of Mensa Denmark, 25 years Anniversary. Further information and details: <http://www.mensa.dk/ag2007/>

June 29 - July 2nd Canadian 2007 AG Join us in the Wild West for a great time experiencing Western Canada. Details at www.mensaedmonton.ca or email [chair2007ag\(at\)mensaedmonton.ca](mailto:chair2007ag(at)mensaedmonton.ca)

Aug 24-27, 2007 Scottish Mensa Annual Gathering. Join us in Aberdeen for a weekend of events Email: mensa@rowancott.f9.co.uk. www.smag2007.blogspot.com

mensa international officer directory

Chairman: Mr Chris Leek 107 Lavenham Rd, Southfields London SW18 5ER UK
chairman-mil@mensa.org Ph: +44 20 8871 3527

Director Admin: Mr Jim Werdell 3945 Shaker Run Circle, Fairfield CA 94533 USA
admin-mil@mensa.org Ph: +1 707 429 2354

Director Devel't: Mr Willem Bouwens Trompenburgstraat 6-G1079 TX Amsterdam
The Netherlands development-mil@mensa.org Tel: +31 (0)20 661 2718

Treasurer: Ms Stacey Kirsch 514 Monroe Place, Wood Dale IL 60191 USA
treasurer-mil@mensa.org Ph: +1 630 766 1289 Fax: +1 630 766 9311

Dir. Smaller Nat- Mr Tim Knights 85 Louis Botha Drive Florida Hills, 1709 South Africa
ional Mensas timknights@telkomsa.net +27 (0)11 672 8817

Hon. President: Dr Abbie Salny 407 Breckenridge, Wayne NJ 07470 USA Ph: +1 973 305 0055

SIGHTCoord: Richard Kingston SIGHT@mensa.org

SIG Coord: Mr Markus Schauler sigs@mensa.org

Ombudsman: Mr David Felt PO Box 515, Sierra Madre CA 91025 USA feltd@ix.netcom.com

editorial staff

Editor: Ms Kate Nacard 407/23 Corunna Rd, Stanmore NSW 2048 Australia
ijeditor@mensa.org Ph/Fax: +612 9516 1460

Science: Mr John Blinke jblinke@compuserve.com

Books: Mr Tom Elliott daddytom01@earthlink.net

mensa international ltd

MIL Office Ph/Fax: +44 (0)20 7226 6891 mensainternational@mensa.org

The Mensa International Journal (MIJ) is produced under the auspices of the Mensa International Board of Directors. Pages 1-4 of each issue of the MIJ must be published in every national Mensa magazine. Publication of pages 5-8 is recommended but optional. Opinions expressed in the MIJ are those of the authors and do not necessarily reflect the views of any other individual or any official Mensa body. Submission Guidelines: **Language:** English only. **Text:** MS Word (Windows), .rtf (Word/Mac), plain text, PageMaker (Windows) **Length:** 500 word limit. **Send** by e-mail, fax, snail mail to the Editor. The Editor reserves the right to include or edit submissions for space and content considerations. All unoriginal submissions must be accompanied by written permission for publication from the original author. Permission is granted for MIJ articles to be reprinted in any Mensa publication provided that the author, MIJ and MIJ's editor are acknowledged. Permission must be sought from the MIJ editor for reprinting of any part of the MIJ in non-Mensa publications.



How many words is your picture worth?

We are looking for:

THE PHOTOGRAPHER OF THE YEAR

Mensa embraces all cultures, countries, religions, languages, races and great minds. There is one special place where all of these converge – the art of photography. A true meeting place of minds, a common language we can all share.

This is the third year that the Mensa Convergence Project has sought entries from around the Mensan world for the International Photocup competition, and it is anticipated that this year participation will increase to embrace all national and emerging mensa chapters as well as direct International members, so the winner will merit the title “Mensa International Photographer of the Year.”

Winners and finalists from the last two competitions have been displayed in several exhibitions globally.

The theme for this year’s competition is “Our Country – Our Children”
Each participating national Mensa will hold a national competition, sending the top three place winners to the International Convergence Committee. Final selection will be made by an external board of judges comprised of experts in the field. Entry is free, but you must be a financial member of Mensa for the year 2007.

Contact your national Mensa for a copy of the rules.

**NB Rules for Direct International Members on p05 of the IJ
Extra**

**Inside the IJ on pp02-03: important information on
the Proposed Amendment to Mensa’s Constitution**



Constitutional amendment on the next ballot

In 2005, there were a number of motions proposing amendments to the Constitution of Mensa. In advance of this, we provided some background to the current Constitution and the motions in the Journals of February and March of that year. Included in this year's ballot is a single amendment to the constitution, proposed by British Mensa. This motion proposes to reconsider the decision of one of the motions in the 2005 referendum. Please note that, in order to simplify administration, the motion is included on the same ballot form as the ballot for the elected officers.

The proposed motion and the arguments for and against the motion are set out below. Please read these carefully. This is an important issue and members should fully consider the implications of these 2 views before casting their vote for or against the motion

Amendment to the Constitution of Mensa - proposed by British Mensa

The Board of British Mensa, having the necessary percentage of the worldwide membership set out in Article XIII.B of the Constitution, proposes that the following is submitted to all members for ballot:

That the following words are removed from Article IV.C.1 of the Constitution:

“provided that the member has been a member of the Board for a minimum of twelve months and has attended at least one Board meeting, and”

Explanation

Should this proposal be approved by the membership, Article IV.C.1 will read:

“The International Elected Officers shall be the International Chairman, the International Director-Administration, the International Director-Development, the International Director-Smaller National Mensas, and the International Treasurer. Any member in good standing shall be eligible to serve as an International Elected Officer provided that the International Director-Smaller National Mensas meets the additional eligibility requirements in Article X.”

This would remove a restriction added during the Constitutional changes in 2005.

Statement by British Mensa

The effect of the proposal, if approved, would be to remove a restriction on the persons eligible to be nominated as an International Elected Officer.

British Mensa makes this proposal for the following reasons:

We believe the current clause unnecessarily and unreasonably restricts the number of members who can run for office as an IEO. There are good potential candidates who do not qualify for technical reasons. There are other means of preventing inappropriate candidates from running for office, such as the current requirement to be nominated by at least one national Mensa committee or by at least 200 members. We believe that the restriction operates against the ideals of a round table society.

The IBD proposed the Constitutional changes in 2005 without recommendation, and with the expectation that members would decide whether they agreed with the changes

(continued on p03)

Members'-
only access
to the MIL
website:
User name:
IntMensaMem
Password: Int
(numeral '1')



(continued from p02)

proposed. However, a post-implementation review carried out by the IBD revealed that many members thought that they were being asked to vote in favour of the changes. We believe there should be an opportunity for a full debate on this issue, which the voting showed was the most contentious.

We believe the current clause requires undue bureaucracy in verifying whether a candidate fulfils its requirements.

Amendment to the Constitution of Mensa 2007 – Notes

General

Putting forward a motion in a referendum does not imply that the substance of the motion is endorsed by the International Board of Directors. Rather, these are matters on which it is felt all members should be given the opportunity to make a choice. In this case, the motion proposes to reverse the decision of Motion 3 in the 2005 referendum.

The following comments are a sample of arguments for and against the motion. Please, however, consider carefully all aspects of the motion and then cast your vote for/against

accordingly.

Summary of arguments FOR the Motion

Although the proposal was accepted in the 2005 referendum, this limits the choice of members to elect the officers whom they regard as most suitable. Appointment as a National Representative on IBD may depend on belonging to a particular faction within a national Mensa.

The motion also ignores the fact that a member, whilst not having IBD experience, may have built up considerable experience within his or her own national Mensa, or in his or her professional life, which would be beneficial to the Society internationally.

Summary of arguments AGAINST the motion

Experience of previously serving Mensa at the International level is invaluable for an International Elected Officer and tends to lead to more effective performance, particularly in the early part of the officer's tenure. Problems have been encountered in the past where Internationally Elected Officers have not had sufficient experience to fulfil the role competently.

member network

Australian Mensan would like to contact European and American publishers of Floristry books and magazines (in English). I hope to start importing them into Australia for students and retailers, as there is a dire shortage of up-to-date information on what is happening in the Flower Industry. If you work in the publishing field, and can give me contact details for suppliers, please contact **Marie** at bouquetsandbooks@bigpond.com

Have you ever been to a Medieval or Renaissance festival? Maybe you're involved in the production of such an event? Perhaps you've recently gone to your first? I'm interested in your experiences, good or bad, with this kind of celebration of history. Get in contact with me!

Jessica Kelley be.good.cat@gmail.com

Two Austrian Ms, mother and daughter, are looking for a family for the (now) 14yo daughter to spend Carina's High School year in the US with. Carina plans to spend the school year 2008/09 in the US, attending 11th or 12th grade of High School. If you know a family who would be able to host her (all organisation work will be done from here, expenses paid by us), please send an e-mail to **EvaSchw@aol.com**



international calendar

Irish Mensa Annual Gathering - **4-7 May 2007**. Irish Mensa is proud to announce that IMAG2007 is coming to Belfast, the first time since 1993 that the event has been held in Northern Ireland's capital. Details: <http://www.mensa.ie/imag/>

A long week-end in **Paris**? Mensa France Annual Gathering starting **Thursday 17th May 2007 (Ascension Day) till Sunday 20th**. Come and get high with us at the Eiffel Tower! Contact Jean-Marc Baggio, +33612368392, jmbaggio@aol.com

May 25-28, 2007 Mensa Charming (Austrian Mensa) in Salzburg. Registration: charming2007@gmx.at; further info www.kemptner.com/charming2007

May 25-28, 2007 The Annual Gathering of **Mensa Denmark**, 25 years Anniversary. Further information and details: <http://www.mensa.dk/ag2007/>

June 29 - July 2nd Canadian 2007 AG Join us in the Wild West for a great time experiencing Western Canada. Details at www.mensaedmonton.ca or email [chair2007ag\(at\)mensaedmonton.ca](mailto:chair2007ag(at)mensaedmonton.ca)

July 21-28 Summer University of **Mensa France** in the Alps. Drop in for an hour, a day or the week. Contact Jean-Marc BAGGIO, +33612368392, jmbaggio@aol.com

Aug 24-27, 2007 Scottish Mensa Annual Gathering. Join us in Aberdeen for a weekend of events Email: mensa@rowancott.f9.co.uk. www.smag2007.blogspot.com

mensa international officer directory

Chairman: Mr Chris Leek 107 Lavenham Rd, Southfields London SW18 5ER UK
chairman-mil@mensa.org Ph: +44 20 8871 3527

Director Admin: Mr Jim Werdell 3945 Shaker Run Circle, Fairfield CA 94533 USA
admin-mil@mensa.org Ph: +1 707 429 2354

Director Devel't: Mr Willem Bouwens Trompenburgstraat 6-G1079 TX Amsterdam
 The Netherlands development-mil@mensa.org Tel: +31 (0)20 661 2718

Treasurer: Ms Stacey Kirsch 514 Monroe Place, Wood Dale IL 60191 USA
treasurer-mil@mensa.org Ph: +1 630 766 1289 Fax: +1 630 766 9311

Dir. Smaller National Mensas: Mr Tim Knights 85 Louis Botha Drive Florida Hills, 1709 South Africa
timknights@telkomsa.net +27 (0)11 672 8817

Hon. President: Dr Abbie Salny 407 Breckenridge, Wayne NJ 07470 USA Ph: +1 973 305 0055

SIGHTCoord: Richard Kingston SIGHT@mensa.org

Int. SIG Coord: Mr Markus Schauler sigs@mensa.org

Ombudsman: Mr David Felt PO Box 515, Sierra Madre CA 91025 USA feltd@ix.netcom.com

editorial staff

Editor: Ms Kate Nacard 407/23 Corunna Rd, Stanmore NSW 2048 Australia
ijeditor@mensa.org Ph/Fax: +612 9516 1460

Science: Mr John Blinke jblinke@compuserve.com

Books: Mr Tom Elliott daddytom01@earthlink.net

mensa international ltd

Executive Director: Mr Michael Feenan, Slate Barn, Church Lane, Caythorpe, Lincolnshire NG32 3EL, UK Ph/Fax +44 (0) 1400 272 675 mensainternational@mensa.org

The Mensa International Journal (MIJ) is produced under the auspices of the Mensa International Board of Directors. Pages 1-4 of each issue of the MIJ must be published in every national Mensa magazine. Publication of pages 5-8 is recommended but optional. Opinions expressed in the MIJ are those of the authors and do not necessarily reflect the views of any other individual or any official Mensa body. Submission Guidelines: **Language:** English only. **Text:** MS Word (Windows), .rtf (Word/Mac), plain text, PageMaker (Windows) **Length:** 500 word limit. **Send** by e-mail, fax, snail mail to the Editor. The Editor reserves the right to include or edit submissions for space and content considerations. All unoriginal submissions must be accompanied by written permission for publication from the original author. Permission is granted for MIJ articles to be reprinted in any Mensa publication provided that the author, MIJ and MIJ's editor are acknowledged. Permission must be sought from the MIJ editor for reprinting of any part of the MIJ in non-Mensa publications.

intern'l
calendar



mensa international journal ij extra supplement

april 2007 issue number 504

MENSA PHOTOGRAPHY COMPETITION Intercontinental Project Convergence "IPC" MENSA

RULES OF THE COMPETITION FOR DIRECT INTERNATIONAL MEMBERS

1. This competition is organized by International Mensa as part of the International Project Convergence.
2. The theme for 2007 is: *Our country – Our children.*
3. There is no entry fee for the Competition. The entrant must be a member in good standing of International Mensa for 2007 .
4. Photo prints should be ideally 13 cm x 18 cm and not exceeding 20 cm. Entries in the national competition must be received by **August 31, 2007.**
5. Name, membership number and photograph title should be put on a sticker on the back of the photograph, or included in the text of an email if the photo is digital.
6. Photos are to be snail-mailed to the following address:
ARC
Uros Petrovic
Tehcnical editor of MWPC
Blagoja Parovica 119
Belgrade 11000 Serbia or emailed to: mensaworldphotocup@gmail.com
7. Each entrant may submit three color images in total.
8. Digital images should not have been significantly altered by digital editing.
9. All entries must be the sole work of the entrant.
10. The three best entries from Direct International Mensans will be selected by the IPC. Entries will be judged on the effectiveness of how they convey the theme, as well as composition, technical and other considerations. The decision of the Judging Panel is not negotiable.
11. The three best entries from Direct International Mensans will be included with the three best from each each National Mensa competition in the third Mensa World Photo Cup, under the supervision of Mensa International Limited. The closing date for the Mensa World Photo Cup is **August 31, 2007.** An International Judging Panel of experts will select a winner from

the national and Direct International Mensa finalists.

12. Winning photographs will become part of the 'Mensa IPC Collection' and will be exhibited at the Annual Gatherings and otherwise publicised.

13. The entrant will retain copyright of the photography, but will grant Mensa nonexclusive rights for publication in Mensa journals, on Mensa websites, on Photo SIG posters, for display in exhibitions, or other appropriate places as part of the Mensa IPC Collection without any financial reward to the contestant.

14. By submitting entries for the Contest, the entrant accepts all the conditions listed above.

*The Search
for the
International
Mensa
Photographer
of the Year
2007*

mensans in the news...



erratum:
in the last IJ, I wrote that Penny Harland's article appeared in *TableAus* in 1995. This should have been 2005. If you would like to purchase Penny's book, *A Penny for your Thoughts*, please visit her website:

www.apennyforyourthoughts.net.



supplementally science

John Blinke

Hard Science

ScienceNow.sciencemag.com, 2 February 2007. *Cracking Concrete's Code.*

Worldwide, 2.5 billion tons of concrete are manufactured every year, accounting for up to 10% of CO2 released into the air. Most people wouldn't think of it as a high technology nano material. But, research at the Massachusetts Institute of Technology in Cambridge, is figuring out the microstructure of the ubiquitous construction material. So far, they know that tiny particles of calcium-silicate-hydrate, 4 to 5 nanometers in size, do the work of holding concrete together. The particles are arranged in either orderly patterns or random arrays. This arrangement determines the properties of the cement that holds together the sand and other constituents.

“Worldwide, 2.5 billion tons of concrete are manufactured every year, accounting for up to 10% of CO2 released into the air.”

Ball Lightning

NewsScientist.com 10 January 2007. *Lightning Balls Created in the Lab.*

Ball lightning is one of the more appealing mysteries of nature. The luminous blobs of light a few inches in size sometimes appear during electrical storms, particularly after lightning strikes. Efforts to generate the phenomenon artificially have had little success. Now, researchers in Brazil may have found a way to do it. They use an electric arc to vaporize thin sheets of silicon. This frequently creates hot, glowing orbs the size of ping pong balls that behave very much like ball lightning. Next, the researchers will apply their technique to other materials that might be found in nature, like metal alloys and sulfur compounds.

Higgs, I Presume?

Nature, 18 January 2007, p. 239. *Behind the*

Hunt for the Higgs Boson.

The Higgs field is supposed to impart mass to subatomic particles. The Higgs Boson is a theoretical particle that can be generated by the field under the right conditions. If the Higgs Boson exists, it will give physicists an important clue as to how the universe works. The Large Hadron Collider (LHC) at CERN should be able to create Higgs particles, but it will not start producing data for a few years. For now, the Tevatron at Fermilab in Batavia, Illinois, might be able to produce Higgs particles if they exist at the lower

masses predicted by theory. This possibility looks better all the time — except that the Tevatron is scheduled to shut down soon due to budget cuts.

Matter Interferometry

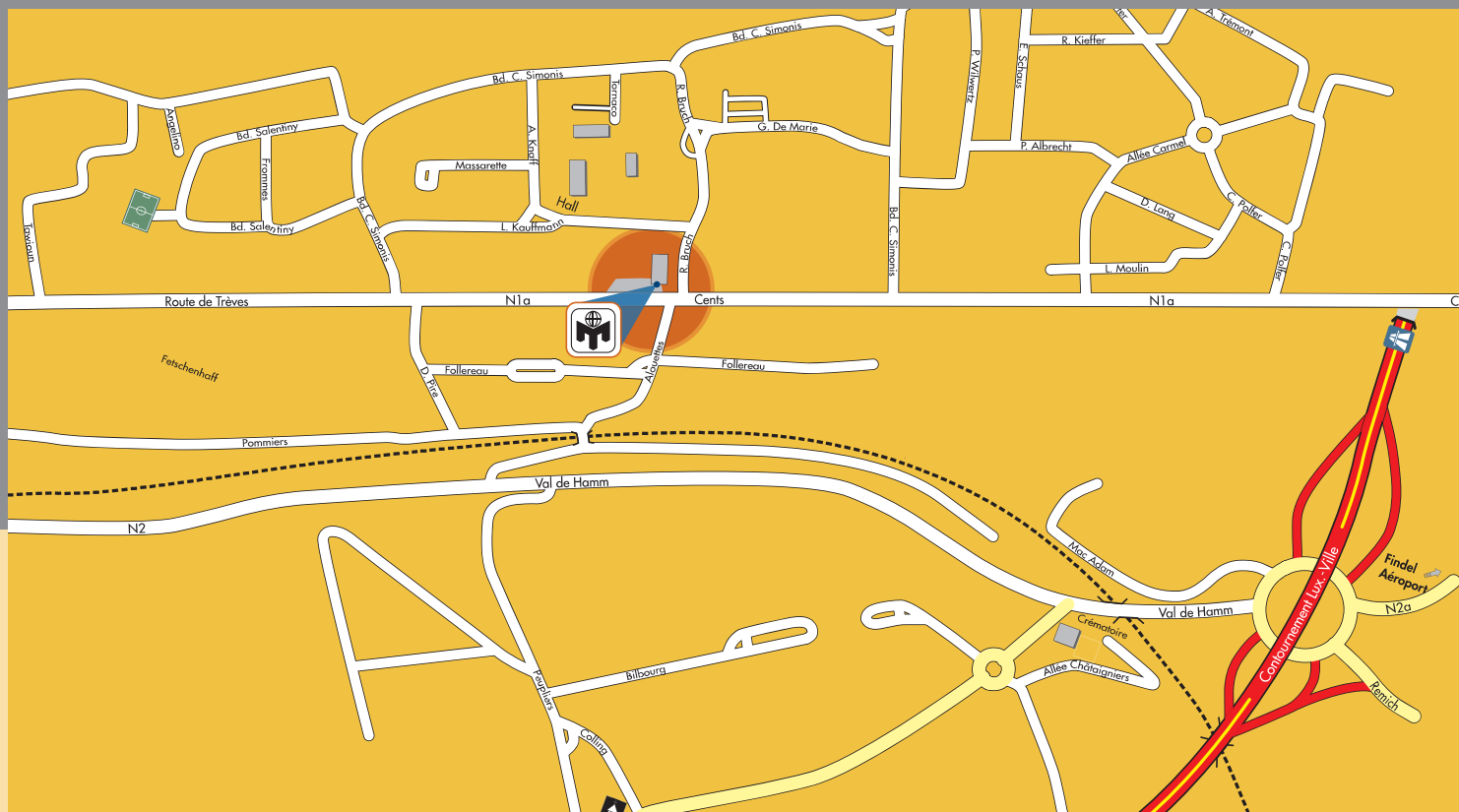
Science, 5 January 2007, pp. 74 - 77. *Atom Interferometer*

Measurement of the Newtonian Constant of Gravity.

Scientists at Stanford have come up with a proof-of-concept measurement of the gravitational constant, G, by using an atom interferometer to detect the gravitational pull of a large lead donut. Instead of using laser beams to generate interference patterns, the atom interferometer uses super cold cesium atoms. This is possible because of the quantum mechanical wave nature of matter. The new measurement of G corresponds well with previous estimates: 6.693×10^{-11} .

“Ball lightning is one of the more appealing mysteries of nature. The luminous blobs of light a few inches in size sometimes appear during electrical storms, particularly after lightning strikes.”

*John Blinke,
PO Box 80242
Rochester MI
48308-0242 or
johnb44221@cs.com*



CHAQUE DERNIER JEUDI DU MOIS
DANS NOTRE SALLE DE RENCONTRE AU CENTS :

Mensa Luxembourg
167, route de Trèves
L-2630 Luxembourg / Cents

Contacts:

Toutes questions, Tests

• Guy Schlink — info@mensa.lu